

actes d'agression par un cessez-le-feu. Il est encourageant de voir que les deux gouvernements y ont consenti sans réserve. Le 10 août au matin, le président de Chypre a envoyé au président du Conseil de sécurité un câble lui disant: «Nous respecterons l'appel du conseil de sécurité demandant un cessez-le-feu; il m'a adressé un câble identique.

C'est-à-dire au secrétaire général.

Dans une lettre au président du Conseil de sécurité reçue l'après-midi du même jour, le premier ministre de Turquie a déclaré que son gouvernement «A décidé de mettre fin immédiatement aux attaques des avions turcs contre la région de Mansoura-Kokkina...»

Le secrétaire général ajoute:

«Les décisions des deux gouvernements offrent maintenant une occasion de mettre fin définitivement à la lutte et de diminuer la tension à Chypre et je m'emploierai à tirer tout le parti possible de cette occasion en n'épargnant aucun effort afin que des mesures concrètes soient prises pour rétablir la paix dans tous les secteurs de l'île. Par conséquent, j'ai demandé au commandant de la force de collaborer pleinement avec tous les intéressés, afin d'obtenir un cessez-le-feu total efficace et de prêter toute l'aide requise dans ce but.

«J'exhorté fortement les gouvernements de Chypre, de Grèce et de Turquie et la communauté turque de Chypre de bien vouloir accorder leur pleine coopération et leur entier appui au général Thimayya et à la force des Nations Unies qu'il commande à Chypre afin de sauvegarder la paix.

«J'ai aussi prié M. Galo Plaza, mon représentant spécial à Chypre, de retourner là-bas promptement et l'on s'attend qu'il y sera à la fin de la semaine.»

Cela est encourageant jusqu'ici. Je sais, d'après la discussion qui a eu lieu aujourd'hui, que tous les députés appuieront le gouvernement, parlant au nom du Canada, en ce qui concerne cette question et ses efforts pour appuyer le Secrétaire général et les Nations Unies dans tout ce qu'ils tenteront, non seulement pour régler cette crise, mais pour mener à bien la solution au problème de Chypre.

Dans notre pays, nous nous intéressons certainement à cette île. Nous nous y intéressons parce que Chypre est une nation sœur du Commonwealth, et, dans d'autres circonstances, celui-ci aurait pu entreprendre d'y rétablir la paix, sauf que les deux pays les plus touchés, à part Chypre, n'en sont pas membres. Cette crise présente pour nous de l'intérêt en tant que membre de l'OTAN, et, dans d'autres circonstances, cet organisme aurait pu intervenir de façon concrète et constructive, sauf que le pays le plus touché, c'est-à-dire Chypre, n'en fait pas partie, et que l'intervention de l'OTAN dans ces circonstances n'aurait peut-être pas été la façon la plus utile de supprimer toute méfiance et tout soupçon et de rétablir la paix. Or, nous sommes

[Le très hon. M. Pearson.]

aussi pays membre des Nations Unies, et voilà pourquoi nous participons à cette opération.

Monsieur l'Orateur, si cette entreprise ne réussit pas, si cette crise dégénérerait en conflit —ce que je n'espère ni ne pense—ce serait la fin de l'OTAN. Ce serait alors peut-être aussi la fin de toute activité et de toute tentative tendant au maintien de la paix de la part des Nations Unies, tentative où l'on discerne plus d'indices de progrès que nous n'étions en droit d'attendre il y a un ou deux ans. Ainsi, à tous les points de vue, la crise qui s'est produite en fin de semaine était plus qu'un choix entre le guerre ou la paix à Chypre; il s'agissait de consolider la sécurité internationale dans le monde. Or, nous avons, dès le début des Nations Unies, fait, au Canada, notre pleine part dans cet effort, et nous continuerons à le faire.

Notre intérêt a encore une raison plus profonde. Si nous nous trouvons intéressés à cette crise, c'est, comme l'a dit, je crois, cet après-midi, le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles), que nous appartenons à la race humaine et qu'un conflit dans une petite partie du monde, sur une toute petite île de la Méditerranée, qui n'atteint que quelques centaines de milliers de personnes peut, par le terrible enchaînement de l'activité politique et militaire de nos jours, se transformer en guerre nucléaire mondiale. Si cela se produit jamais, nous verrons bientôt s'il nous est possible d'appartenir encore longtemps à la race humaine. À tous les points de vue, à titre de citoyen d'un pays membre de l'OTAN, du Commonwealth et des Nations Unies, et à titre d'être humain, j'estime que nous devrions tous désirer faire tout notre possible pour rétablir la paix et la sécurité dans cette île de la Méditerranée. (Applaudissements)

M. l'Orateur suppléant: La Chambre est-elle prête pour la mise aux voix?

L'hon. M. Churchill: Sauf erreur, monsieur l'Orateur, on a l'habitude de retirer la motion lorsque le débat est terminé.

M. l'Orateur suppléant: A-t-on l'intention de demander l'assentiment de la Chambre pour retirer la motion?

Des voix: D'accord!

(La motion du très honorable M. Diefenbaker est retirée.)

M. l'Orateur suppléant: L'ordre du jour.